

Conférence de presse de M. François Hollande, Président de la République, sur l'OTAN, à Varsovie le 9 juillet 2016.

LE PRESIDENT : Mesdames, Messieurs, le sommet de l'OTAN s'est tenu, ou se tient encore, dans le contexte international que vous connaissez, avec notamment une insécurité grandissante au Sud : le conflit de la Syrie, ce qui se produit en Irak, le terrorisme de l'Etat islamique, et ses conséquences aussi sur les mouvements de réfugiés, de migration.

Nous avons également à l'Est, depuis ce qui s'est produit en Ukraine, une tension que nous devons réduire.

Notre premier devoir, dans le cadre de l'Alliance - et c'est ce que nous avons fait - c'est d'affirmer notre unité, avec un seul but : garantir la sécurité des pays membres de l'Alliance. Nous avons donc décidé de poursuivre l'adaptation de l'outil militaire. C'est ce que nous avons déjà engagé lors du sommet du Pays de Galles, il y a deux ans. Aujourd'hui, c'est ce que nous avons décidé d'amplifier et de préciser avec la force de réactivité, puisqu'il y aura cette présence avancée rehaussée, et la France y participera. Le déploiement se fera dans le cadre d'une compagnie, une fois par an, en Estonie, avec nos amis Britanniques dès 2017 et puis l'année suivante, en 2018, avec l'Allemagne en Lituanie, dans le cadre de la brigade franco-allemande. L'Alliance a confirmé ce que la dissuasion nucléaire pouvait apporter comme garantie. Il y a à la fois ce que doivent faire les forces conventionnelles, et ce que nous devons opérer à travers la cyber-sécurité, et la dissuasion nucléaire. La France a, à cet égard, une responsabilité particulière. Notre autonomie est le fondement de notre stratégie. Et c'est cette spécificité qui fait que nous pouvons à la fois jouer tout notre rôle dans l'Alliance, et également assumer un certain nombre de nos responsabilités.

J'ai évoqué la cyberdéfense, parce que la France a voulu que cette question puisse être véritablement portée au niveau le plus élevé, dans le cadre de ce sommet. Des dispositions seront prises. La cyberdéfense fait par exemple partie des priorités de la loi de programmation militaire. Dans le budget que nous avons à préparer pour 2017, nous lui accorderons les moyens nécessaires.

Nous avons également évoqué - ce n'était pas la première fois, puisque cela avait déjà été dans nos discussions en 2012, à Chicago - la capacité anti-missiles. Cette décision a été prise dans le respect de la position de la France. Je la rappelle : le contrôle politique est absolument nécessaire, et il doit être commun et cette capacité de défense anti-missiles ne vise qu'à répondre à des menaces hors de la zone Euro-Atlantique. Pour être clair, cette défense anti-missiles ne concerne pas la Russie.

La posture de l'Alliance est d'ailleurs strictement défensive. L'OTAN ne se cherche pas d'ennemis, elle n'est pas dans une position agressive. Elle prend les mesures nécessaires à la défense des Alliés, et elle ne menace aucun pays. C'est d'ailleurs ce qui est repris dans la conclusion du sommet. Je l'ai réaffirmé dès le début de ce sommet. C'est pourquoi il était très important que nous puissions aborder ces questions lors d'un prochain conseil OTAN Russie, qui se tiendra donc après le Sommet.

La France, qui est membre de l'Alliance, intervient parfois dans le cadre d'une coalition, parfois au nom de la communauté internationale. La France est une puissance militaire, donc, là encore, la vocation est de servir la paix, et de lutter contre le terrorisme. C'est ce que nous faisons au Sahel, c'est ce que nous faisons au Levant. Je l'ai rappelé, notre capacité de dissuasion est au

service de la sécurité du continent. Nous sommes solidaires aussi de nos Alliés à l'Est, et nous le montrons à travers les décisions pour la présence avancée.

La France veut également que l'Union européenne puisse prendre davantage encore qu'aujourd'hui sa part dans la défense de notre continent. Il est très important que l'Union européenne et l'OTAN puissent travailler en bonne intelligence et en pleine coopération. Et c'est ce que nous devons là encore illustrer, dans le nouveau mandat de l'opération Sophia contre les trafics d'armes en direction de la Libye, que l'OTAN a vocation à soutenir. C'est l'Union européenne qui en est à l'initiative.

L'OTAN peut également nous être utile dans les opérations, les missions en Mer Egée, pour mettre à mal les filières des passeurs. C'est ce qui s'est d'ailleurs produit, et c'est ce qui doit être renforcé.

Quelques mots pour finir, sur le lien transatlantique. Nous considérons que ce lien est très important. Je l'exprime à la veille d'élections qui vont avoir lieu aux Etats-Unis, et qui ne doivent pas remettre en cause ce lien entre la France, l'Europe et les Etats-Unis. Nous avons besoin de ces relations, pour la paix, pour la sécurité. Mais en même temps, nous devons montrer que ce lien peut être efficace dans la lutte contre le terrorisme. C'est ce que nous avons pu illustrer ces derniers mois.

Si le lien est important, il ne peut cependant pas conduire les Européens à considérer qu'ils n'auraient pas d'efforts supplémentaires à faire pour leur défense. La décision qu'a prise le Royaume-Uni de quitter l'Union européenne est sans conséquences sur les relations que le Royaume-Uni continuera d'avoir, dans le cadre de l'Alliance, mais dans le cadre aussi d'accords bilatéraux, comme avec la France, pour assurer la sécurité et la défense de notre continent, et même des opérations que nous pouvons conduire à l'extérieur du continent.

Mais en même temps que j'évoque le lien transatlantique, que j'évoque le Royaume-Uni, je veux parler de la nouvelle impulsion qu'il faut donner à l'Europe. Nous en avons parlé lorsque nous nous sommes retrouvés, avec la chancelière MERKEL et le président Matteo RENZI, à Berlin, il y a quelques jours. Dans cette nouvelle impulsion que la France veut porter pour les prochains mois, la dimension de sécurité, de protection, de défense, est essentielle. Ce qui veut dire que nous, les Européens, devons mettre davantage de moyens, davantage de forces, davantage aussi de règles entre nous, pour cette dimension de sécurité, de protection - protection des frontières, sécurité dans la lutte contre les trafics, et défense par rapport à des menaces qui existent à l'extérieur même de l'Union européenne. Ce qui veut dire que nous devons lui donner cette dimension, pour que l'Europe puisse apparaître aux yeux des citoyens pour ce qu'elle est : un espace de protection et de solidarité.

Mais il y a une conséquence à cette étape nouvelle que nous voulons donner à l'Union européenne : c'est que les efforts de défense doivent être plus substantiels. Nous la France, nous avons pris notre part, ces dernières années. La France est un des pays européens qui fait le plus pour sa défense. La France assure une part aussi de la solidarité, de la responsabilité collective, y compris dans nos interventions en Afrique, au Moyen-Orient. La France fait face, comme tous les autres pays, à des contraintes budgétaires. On doit nous aussi réduire notre déficit, maîtriser notre endettement. Mais d'autres pays doivent également faire un effort de défense plus substantiel. Et c'est ce que j'ai rappelé ici, dans ce sommet.

Ce n'est pas pour rentrer dans une forme de course aux armements, il ne s'agit pas de cela. Il s'agit simplement de nous doter des moyens nécessaires, y affecter les ressources indispensables, pour que nous puissions être plus forts ensemble, et davantage encore qu'aujourd'hui, au service de la sécurité et de la paix dans le monde. L'Europe a aussi une responsabilité à l'égard du monde. Il n'y a pas qu'une réponse militaire, d'ailleurs et il y a aussi une réponse politique, avec la recherche de solutions aux conflits, je pense notamment en Syrie, je pense à la Libye, et puis faire en sorte que l'Irak puisse avoir un gouvernement qui puisse inclure toutes les composantes. Et puis il y a des réponses en termes de développement. J'ai voulu ici, au sommet de l'OTAN où on parle - et c'est bien légitime - de sécurité, d'armement, de défense, j'ai voulu insister sur la dimension de développement, sur la dimension aussi de solidarité à l'égard des pays d'Afrique, et à l'égard des pays du Moyen-Orient. C'est aussi une façon de répondre aux menaces que nous

à l'égard des pays du Moyen-Orient. C'est aussi une façon de répondre aux menaces que nous pouvons connaître à l'extérieur de nos frontières.

Voilà, Mesdames et Messieurs, le sens que j'ai voulu donner à la présence de la France à ce sommet de l'OTAN, et je suis prêt à répondre à vos questions.

Questions des journalistes

Helene FOUQUET, BLOOMBERG : Vous avez dit en arrivant hier que « l'OTAN n'a pas du tout vocation à peser sur les relations que l'Europe doit avoir avec la Russie », c'est votre phrase. Est-ce que vous pourriez préciser votre pensée parce que la majorité des membres de l'OTAN sont européens si je ne me trompe pas ?

Vous avez mentionné les suites du Brexit et donc l'importance que l'Europe de la sécurité et de la défense doit prendre. Est-ce qu'on doit comprendre qu'une des priorités de l'Europe de demain serait que les forces européennes soient dirigées par un commandement intégré européen et est-ce que vous avez parlé justement de cette nécessité éventuellement d'un commandement intégré européen vos collègues aujourd'hui à l'OTAN et qu'est-ce qu'ils ont en pensé ? Merci.

LE PRESIDENT : D'abord, il y a des pays qui sont membres de l'Union européenne qui ne sont pas membres de l'OTAN. Et puis des pays de l'OTAN qui ne sont pas membres de l'Union européenne. Et puis, un pays : le Royaume-Uni qui était jusqu'à récemment et qui l'est toujours d'ailleurs, membre de l'Union européenne et qui sera toujours membre de l'OTAN. Il y a des pays qui ont vocation à rentrer dans l'Union européenne qui sont membres de l'OTAN et puis d'autres qui n'ont pas vocation. Alors que devons-nous faire ? Considérer que l'Union européenne devrait avoir sa propre défense séparée de l'OTAN ? Cela n'aurait aucun sens et c'est d'ailleurs souvent ce débat qui a empêché qu'il puisse y avoir une véritable Europe de la défense parce qu'il y avait des pays qui ne concevaient pas qu'elle puisse se faire en dehors de l'OTAN. Penser que l'OTAN peut se substituer aux pays européens pour leurs responsabilités en matière de défense ? Ce n'est pas non plus une position tenable.

Donc il y a l'OTAN, l'Alliance qui doit assurer cette solidarité entre les pays qui sont membres de l'Alliance et puis, il y a ce que l'Europe doit faire par elle-même, pour elle-même. Il ne s'agit pas d'avoir des commandements militaires, cela existe au niveau de l'Alliance. Il s'agit d'avoir sur le plan industriel une politique commune. Il s'agit d'avoir autant qu'il est possible une conception de ce que nous avons à faire, les pays membres, à l'extérieur de l'Union européenne pour un certain nombre d'opérations. Il s'agit d'assurer la sécurité de nos frontières et on voit bien qu'il y a une responsabilité spécifique de l'Europe par rapport aux trafics, par rapport aux mouvements migratoires, par rapport aux passeurs. Il y a aussi ce que l'OTAN peut avoir comme intérêt pour appuyer ce que l'Europe peut décider mais il est vrai que je veux - je ne suis pas le seul - que l'Union européenne puisse avoir davantage d'ambition aujourd'hui pour sa propre défense sans remettre en cause bien sûr les fondements de l'Alliance et ce que l'Alliance peut elle-même permettre à l'Europe d'avoir comme forces supplémentaires.

Sur le rapport avec la Russie, nous avons eu ces derniers mois un différend grave à l'égard de la Russie puisqu'il y a eu un manquement aux règles fondamentales qui sont celles de l'intangibilité des frontières. Il y a eu une mise en cause de la sécurité collective et d'ailleurs en tant qu'Européens, nous l'avons formulé à travers des sanctions. Mais en même temps, nous devons poursuivre le dialogue avec la Russie et c'est ce que je fais avec la chancelière MERKEL dans le cadre du Format Normandie. Et j'ai résumé, je crois que c'était la position commune et cela a été d'ailleurs largement repris dans le communiqué final, ce que nous voulons faire au niveau de l'Alliance, y compris par rapport à la Russie.

D'abord, l'unité. L'unité pour que nous puissions avoir des positions qui nous soient communes et que nous pouvons à ce moment là défendre y compris lorsqu'il s'agit comme nous le décidons aujourd'hui d'une présence avancée dans les pays baltes. Nous devons avoir la force nécessaire parce que l'Alliance doit être une force. Une force, je vous l'ai dit, une force défensive, une force qui n'est pas agressive, une force qui permet de répondre aux menaces quand elles existent et il y en a. Et enfin, nous devons dialoguer. Dialoguer, parce que c'est la meilleure façon de pouvoir régler les sujets de préoccupation, voire les conflits. Dialogue et j'en ai parlé pour l'Ukraine et dialogue, j'ai eu l'occasion de m'en entretenir avec les deux présidents d'Arménie et

d'Azerbaïdjan puisque la France copréside le groupe de Minsk et que nous devons trouver aussi une solution à ce conflit.

Nathalie GUIBERT, Le Monde : Bonjour Monsieur le Président.

Puisque l'on parle de l'Allemagne et de la Russie, on a relevé quelques nuances à la tête de l'Allemagne. Est-ce que vous êtes plutôt d'accord avec monsieur STEINMEIER pour dire que les démonstrations de l'OTAN sont un peu guerrières ou plutôt avec madame MERKEL qui les considère au juste point d'équilibre ?

LE PRESIDENT : Je m'exprime au nom de la France et non pas au nom d'une sensibilité politique qui pourrait avoir, dans le débat allemand, des préférences. Je m'exprime au nom de la France pour dire que nous devons avec la Russie faire preuve de fermeté, quand c'est nécessaire - et cela a été nécessaire - et en même temps de dialogue. Et c'est la fermeté qui permet le dialogue et c'est le dialogue qui permet ensuite de trouver des solutions.

Je crois qu'il était très important de montrer dès le début du sommet - et même avant - que nous n'étions pas une menace, que l'Alliance n'était pas dans une posture agressive, que l'Alliance n'avait pas d'adversaire mais qu'en même temps, elle devait assurer sa propre défense et être capable de donner à des pays - et notamment des pays baltes - des réassurances. La France d'ailleurs sur cette question des réassurances a été l'un des premiers pays à afficher cette détermination, au moment même où il y avait un conflit qui était ouvert à ce moment-là en Ukraine. Mais en même temps que nous disons cela à ceux à qui nous apportons une solidarité, nous disons que la solidarité est globale. On ne peut pas demander la solidarité lorsque c'est nécessaire au titre de l'Alliance, et en même temps ne pas concevoir la solidarité aussi bien en termes budgétaires - je l'ai évoqué - qu'en termes aussi humanitaires quand c'est nécessaire, et cela a été nécessaire par rapport aux réfugiés.

Pascal VERDEAU, France 3 : Monsieur le Président, bonjour.

Sur le Brexit, Barack OBAMA qui faisait un peu son testament politique en tout cas du côté de l'OTAN vous a soufflé un conseil de bon sens qui est d'aller plus vite. Alors, comme monsieur OBAMA est devenu le meilleur défenseur du projet européen, on l'a vu il y a quelques mois encore à Londres, je voulais savoir si par hasard en aparté il vous avait soufflé à l'oreille ainsi qu'à madame MERKEL l'idée peut-être d'un projet européen un petit peu plus mobilisateur ou faut-il attendre cette impulsion, ce grand sursaut qui va prendre des mois.

Et si vous le permettez, une question qui est toujours liée au Brexit. Vous avez travaillé avec lui, José-Manuel BARROSO, l'ancien président de la Commission européenne vient d'intégrer une grande banque d'affaires dont le rôle a été pour le moins controversé, décrié lors de la crise financière, est-ce que vous pensez que cette nomination de monsieur BARROSO au sein de GOLDMAN SACHS est de nature à restaurer la confiance entre les citoyens européens et les élites européennes ?

LE PRESIDENT : Alors, vous avez posé deux questions assez séparées l'une de l'autre, il faut bien le dire.

La première, moi, je trouve toujours amical que Barack OBAMA nous dise ce qu'il faut faire pour l'Europe. De la même manière, sur le même plan amical, je peux aussi conseiller aux Américains de faire le bon choix le moment venu parce que souvent, les arguments sont les mêmes : ceux qu'on a entendus lors de la campagne du Brexit ou ceux que l'on peut entendre dans la campagne américaine. Et c'est vrai, il faut aller vite sur ce que nous devons tirer de la décision britannique de quitter l'Union européenne. Non pas pour faire sortir vite le Royaume-Uni mais tout simplement pour qu'il puisse y avoir une négociation qui soit ouverte pour ensuite examiner toutes les options et lever les incertitudes. Tout ce qui ira dans ce sens d'abord en Europe et surtout du côté du Royaume-Uni lorsqu'il y aura la nouvelle Première ministre britannique sera plutôt utile au Royaume-Uni et souhaitable pour l'Europe. Le plus tôt sera le mieux. Pour le reste, Barack OBAMA ne m'a glissé aucune confidence, prodigué aucun conseil sur ce que nous avons à faire parce que c'est aux Européens de le faire tout simplement et qu'il le sait.

Ensuite, pour la deuxième question, je n'étais pas informé de cette nomination ou promotion, je ne sais ce qu'il faut dire mais en tout cas, moi, je n'ai pas été en situation de choisir monsieur

BARROSO. D'autres l'ont fait avant moi.

Maryse BURGOT, France 2 :Pardonnez, Monsieur le président, cette parenthèse footballistique. Est-ce que vous voulez bien vous livrer à un pronostic sur le match de demain soir ? Je crois que vous avez évoqué le score de 3/0 pour la France.

Et est-ce que vous pensez qu'en cas de victoire de la France, cela aura une incidence sur le moral des Français, sur la consommation, sur l'économie et aussi sur les sentiments qu'ils ont à votre égard ?

LE PRESIDENT : Il y a trois questions !

Sur les sentiments à mon égard, cela n'a rien à voir ! Moi, je ne suis pas joueur, pas entraîneur et donc je n'ai aucun mérite dans les succès de l'équipe de France. En revanche, je pense que cela aurait une incidence bonne, une influence, oui, qui n'est pas simplement celle de la joie mais une influence sur le moral des Français, sur la fierté qu'ils peuvent avoir à l'égard de l'équipe de France, sur ce qu'elle représente aussi, sur ce qu'elle symbolise. Et puis, une victoire - même si c'est demain qu'elle se joue - une victoire, c'est toujours pour un peuple le sentiment qu'il peut réussir dans le domaine sportif mais aussi dans le domaine économique, dans le domaine culturel, dans le domaine aussi international, politique, diplomatique. Donc c'est un élément de confiance qui serait ajouté mais il ne dépend pas du Président de la République ni de faire des pronostics ni de jouer le match heureusement d'ailleurs pour ce dernier point !

Ensuite, est-ce qu'on a parlé football dans le sommet ? Oui. Parce que je crois que beaucoup de chefs d'Etat et de gouvernement avaient vu le match de l'équipe de France contre l'Allemagne à Marseille. Personne ne m'a dit qu'il se réjouissait du résultat mais nous sommes quand même dans un ensemble. Madame MERKEL a été vraiment très élégante dans le commentaire qu'elle a pu faire du match. Moi-même, je dois dire que l'équipe d'Allemagne dans les commentaires qu'elle a pu faire après le résultat, les déclarations pour remercier la France de l'organisation, pour remercier le public français, pour remercier les organisateurs, je trouve que cela a été un état d'esprit remarquable. Et si parfois, on doute de l'Europe au sens de ceux qui la représentent, de ses institutions, on ne doit pas douter de l'esprit européen. Il est là, et vraiment, les Allemands l'ont montré. Quant aux Portugais, le Premier ministre portugais, Antonio COSTA, a tenu à s'exprimer en français tout au long du sommet comme pour dire ce qu'il attendait peut-être aussi de dimanche. C'était là aussi une forme de politesse, d'élégance et je crois que c'était très amical. Ensuite, il n'a fait lui-même aucun pronostic !

Merci à vous.